

Inclusion

Autonomie

Rapport de Gestion

Année 2024



léo lagrange
Graulhet

Solidarité

Accompagnement

Le mot du Président

Le mois dernier, nous étions, certains membres, à l'Assemblée générale de l'Amicale Laïque qui fêtait les 70 ans de l'association ! Un déclic s'est produit dans ma tête ! Le Foyer Léo Lagrange a été créé en décembre 1955, donc 70 ans d'existence, avec des hauts et des bas mais toujours debout, n'en déplaise à certains !!!

Je voudrais en profiter pour remercier l'ensemble des présidents, directeurs, salariés et membres du C.A. qui se sont depuis succédés.

L'année 2024 a encore prouvé notre dynamique pour l'ensemble des projets.

Le dispositif des mineurs non accompagnés (MNA) évolue encore puisque le Conseil Départemental nous a autorisé 4 chambres supplémentaires en internat ainsi que 9 places en diffus. Ce qui fait un total de cent jeunes MNA. Merci encore au Conseil Départemental de nous faire confiance !

Merci à l'ensemble des salariés qui font un travail remarquable.

Le dispositif chantier d'insertion s'inscrit dans la continuité tout en cherchant de nouveaux chantiers pour innover dans les activités. Merci à toutes les mairies qui nous font travailler, merci à Tarn Habitat pour son aide et à Gaillac Graulhet pour l'opération des cuves d'eau de pluie dans les écoles.

En ce qui concerne le snacking (je préfère dire « Le Goût des Autres »), il a bien évolué et nous régale tous les jours avec de nouveaux plats de tous les pays. Les buffets sucrés salés sont un délice et sont très appréciés ! Nous recevons aussi des petits groupes qui font des réunions et dégustent à midi leurs repas préparés par nos salariés en insertion.

Merci à notre encadrante technique de superviser tout ce petit monde ! Et merci aux autres encadrants techniques également.

Le Tiers Lieu aura été en 2024 une année de créativité et d'engagement local, culturel et économique, avec des ateliers numériques, cuisine, couture /crochet, astuces éco énergétiques, bricolage, des permanences écrivain public et des ateliers de gestion des émotions, communication verbale, et plus de 10 expositions photos et peinture !!!

Et pour finir l'année en beauté, nous avons eu le contrôle de la Cour des Comptes qui nous a donné beaucoup de travail et occasionné des nuits sans dormir ! Je voudrais dire merci à certains élus qui ont parlé sans savoir !!! Ce n'est que des commérages mal intentionnés !

Le résultat est tombé et je pense qu'ils vont être déçus :

- Pas de fraude sur les comptes
- Pas de problèmes sur le nombre des MNA
- Pas d'enrichissement personnel

Beaucoup de travail et de tracas pour en arriver là ! J'en profite pour remercier l'ensemble du personnel pour le travail de recherche.

Introduction

L'année 2024 a été marquée par une dynamique d'adaptation et de développement pour l'ensemble de nos dispositifs, dans un contexte social, économique et réglementaire en constante évolution. Ce rapport vise à présenter, de manière synthétique et factuelle, les principales actions menées, les résultats obtenus et les perspectives qui se dessinent pour l'avenir, notamment avec la fermeture du Projet M au 31.12.

Notre engagement s'est traduit par la poursuite et l'amplification de nos missions auprès des publics accompagnés, avec une attention particulière portée à l'amélioration continue de la qualité de nos services et à l'adaptation de nos pratiques. Si l'auto-évaluation, la démarche qualité et la professionnalisation sont des points auxquels nous sommes particulièrement attachés depuis déjà bien longtemps pour garantir l'efficacité des prestations délivrées aux usagers, cela a été encore plus prégnant en 2024 dans la mesure où nous nous sommes engagés dans une démarche CPOM avec le Conseil Départemental. En parallèle, ayant fait l'objet d'un contrôle de la part de la Cour Régionale des Comptes, nous en avons profité pour améliorer des points relatifs à la gouvernance (statuts, délégations, analytique financière) et renforcer encore nos processus de formalisation et de traçabilité.

L'extension du dispositif Mineurs Non Accompagnés (MNA), la consolidation des actions des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), ainsi que le développement du snacking « Le goût des autres » et la diversité des actions déployées sur le Tiers Lieu M témoignent de notre volonté de répondre au plus près des besoins identifiés sur le territoire, tout en favorisant l'inclusion et l'autonomie des personnes accompagnées.

Pour mener à bien ces missions, ce n'est pas moins de 62 salariés (36 femmes et 26 hommes, moyenne d'âge de 39 ans) qui se sont investis tout au long de l'année. Concernant les permanents de l'association, 77% des salariés sont en CDI. La majorité des temps partiels sont choisis. Progressivement, nous parvenons à atteindre une certaine stabilité qui se traduit par une baisse du turn over sur les permanents, même si ce taux reste encore élevé. Par contre, l'association est confrontée à un taux d'absentéisme significatif et en hausse sur 2024. La gestion de cet indicateur est un enjeu important pour garantir la continuité de l'accompagnement des publics. Pour cela, nous amorçons une politique de prévention et d'accompagnement à travers une démarche QVCT, en lien avec le CSE. En complément, nous poursuivons les efforts de formation avec une moyenne de 27h/salarié contre 4h/salarié en 2021.

Ce rapport s'adresse à l'ensemble de nos partenaires institutionnels, financeurs, collaborateurs et usagers. Il a pour objectif de rendre compte de l'impact de nos actions, d'illustrer les évolutions majeures de l'année écoulée et de partager les enseignements tirés pour renforcer encore l'efficacité de notre accompagnement. A travers cette démarche de transparence et d'évaluation, nous souhaitons valoriser l'engagement des équipes et remercier l'ensemble des acteurs qui ont contribué à la réussite de nos projets.

Nous vous invitons à découvrir, au fil des pages, les temps forts, les chiffres clés et les initiatives qui ont rythmé 2024, année placée sous le signe de l'innovation sociale, de la solidarité et de la mobilisation collective.

Le dispositif Mineurs Non Accompagnés (MNA)

Le dispositif MNA : Une MECS qui évolue encore !

La poursuite de l'extension

A la demande du Conseil Départemental du Tarn, la MECS a poursuivi son extension en 2024.

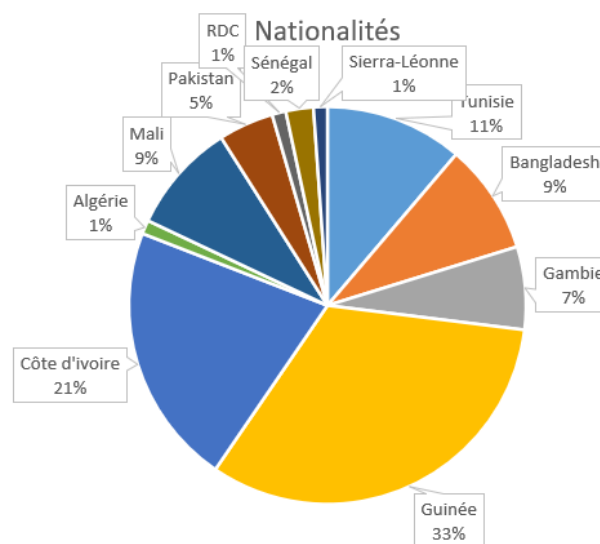
Un 1^{er} arrêté portant autorisation d'extension en mars 2024 a permis l'ouverture de 4 chambres supplémentaires dans une ancienne partie du bâtiment non utilisée du 2nd étage de l'internat, étendant le nombre total de chambres à 54.

Un 2nd arrêté d'extension en octobre 2024 a permis d'ouvrir progressivement 9 places en diffus (colocations en semi-autonomie) : ouverture d'un appartement à Albi de 3 places en novembre 2024, les deux autres appartements sur Castres et Graulhet seront ouverts début 2025.

Ces extensions ont donné lieu à l'augmentation du temps de travail sur les services accompagnement : une référente est passée de 25 à 30h, une référente supplémentaire à temps plein a été recrutée, et une AEVQ (accompagnante éducative à la vie quotidienne) est passée d'un temps partiel à un temps plein.

Les données chiffrées

Les nationalités représentées restent assez similaires à l'année précédente. On peut noter cependant une augmentation des jeunes originaires de Guinée, de Côte d'Ivoire et du Bangladesh. Les arrivées de jeunes issus de Tunisie et du Mali ont légèrement diminué par rapport à 2023.

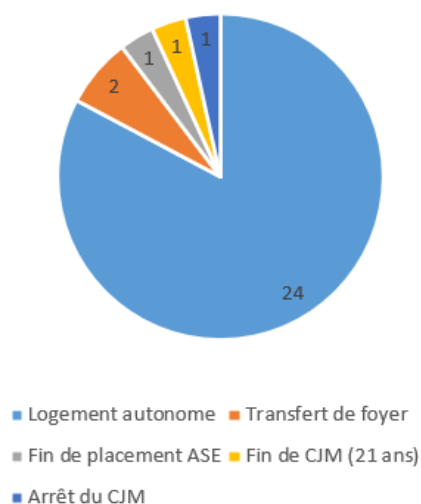


Moyennes des âges et sorties :

Cette année, l'âge moyen d'entrée des jeunes était de 16,7 ans. L'âge moyen des jeunes présents au 31 décembre 2024 était de 17,2 ans.

Il y a eu 29 sorties sur l'année 2024, à l'âge moyen de 19,3 ans. La durée de prise en charge moyenne a été de 2,3 ans.

Motifs des sorties



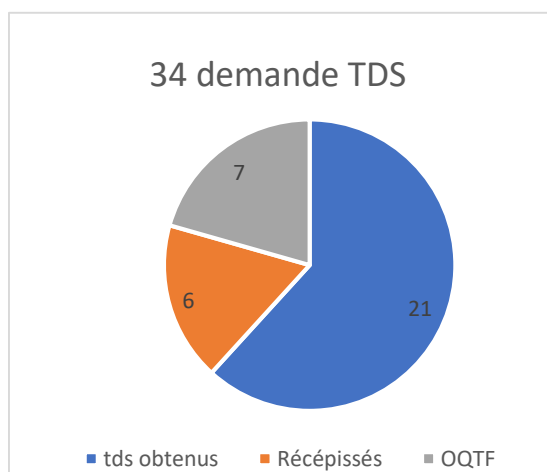
Les fins de prise en charge pour des jeunes majeurs, régularisés et autonomes financièrement sont largement représentées (83%). Les 2 transferts vers d'autres foyers ont été travaillés avec l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) dans l'intérêt des jeunes. Les sorties « sans solution » sont au nombre de 3: une fin de placement (arrêt du jugement de placement du mineur), un arrêt de Contrat Jeune Majeur (CJM) pour non-respect des conditions de celui-ci et une fin de CJM, pour un jeune non régularisé et ayant plus de 21 ans.

Sur les 24 sorties positives, 22 jeunes étaient apprentis, 1 en CDI et 1 entrée à l'université.

🚩 La régularisation par l'intégration

En 2024, 34 demandes de titre de séjour (dont 3 renouvellements) ont été déposées à la Préfecture ou étaient en attente de réponse. 21 ont reçu une réponse favorable, 6 étaient en attente avec la délivrance d'un récépissé et 7 ont reçu un refus de titre de séjour assorti d'une Obligation de Quitter le territoire Français (OQTF). L'ensemble de ces jeunes ont souhaité faire appel de la décision et bénéficient du soutien d'un avocat et d'une aide juridictionnelle.

Le taux d'obtention des titres de séjour est donc passé de 98% en 2023 à 75% en 2024 (sans tenir compte des jeunes en attente). Nous notons une plus grande exigence de réussite scolaire par les services de la Préfecture, qui s'attachent plus que jamais à ce que les MNA réussissent un parcours scolaire exemplaire avec une continuité de parcours sans rupture.

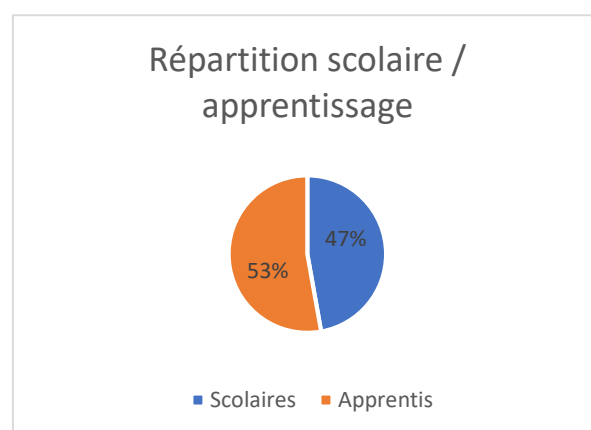


Les équipes de professionnels se mobilisent et se forment régulièrement pour développer leurs compétences afin d'accompagner au mieux les jeunes à comprendre les enjeux de leur intégration, notamment en resserrant les liens avec les acteurs de l'éducation nationale et de la formation.

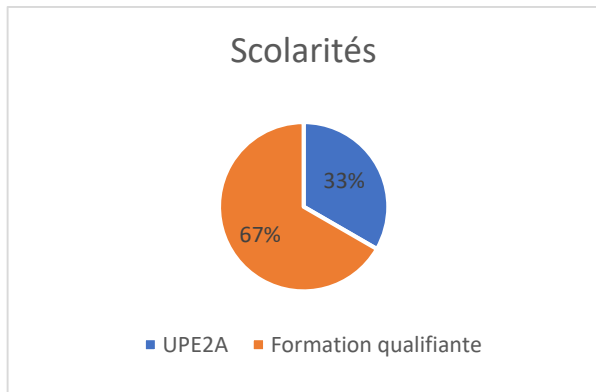
Ainsi, les jeunes ont pu bénéficier d'orientations vers des dispositifs divers tels que la Prépa apprentissage, la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), la Mission Locale. Les établissements scolaires ou de formation se sont également adaptés afin de proposer des solutions adaptées (adaptation des emplois du temps pour permettre l'intégration en classe Français Langue Étrangère – FLE des élèves en section professionnelle, service de médiation, etc.).

La MECS a aussi poursuivi son partenariat avec des bénévoles du Secours Catholique, qui sont d'une aide précieuse pour les jeunes et à qui nous renouvelons toute notre gratitude pour le temps passé et l'investissement.

L'apprentissage est toujours plébiscité par les jeunes. Sur l'ensemble des MNA présents au 31/12/2024, 47 étaient en apprentissage et 42 en voie scolaire.



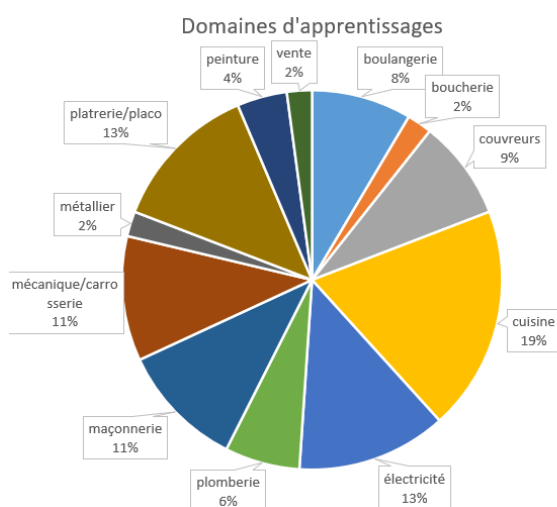
Concernant les voies scolaires, 28 jeunes étaient en formation qualifiante (lycée professionnel) tandis que 14 étaient en Unité Pédagogique pour Elèves Allophones nouvellement Arrivés (UPE2A : dispositif pré formation qualifiante).



Pour les domaines d'apprentissage, le bâtiment est toujours majoritaire avec 56% des jeunes apprenant divers métiers, ainsi que les métiers de bouche 29%.

Le 3^{ème} domaine choisi est celui de l'automobile avec 11% de MNA évoluant dans l'apprentissage de la mécanique ou de la carrosserie.

Certains domaines ont fait leur apparition tel que la métallerie ou la vente mais restent à la marge.



🌐 Focus sur l'approche numérique

Depuis 2023, certaines demandes de titre de séjour ne se font plus que via l'ANEF, le site de l'administration numérique des étrangers en France. Dans tous les cas, les demandes se font numériquement également via l'envoi du dossier par mail (le papier reste possible mais l'envoi numérique est préférable). Les demandes via l'ANEF devraient être généralisées.

Pour tous les domaines du droit commun, la dématérialisation est depuis quelques années favorisée. De ce fait, pour la plupart des démarches, il est nécessaire de maîtriser à minima l'outil informatique. C'est dans ce contexte que la MECS souhaite mettre à profit le temps de prise en charge des jeunes à l'apprentissage de l'outil informatique. Ainsi, au cours de l'année 2024, les médiateurs numériques des chantiers d'insertion de l'association ont mis leurs compétences au profit des MNA en proposant des accompagnements individuels et depuis octobre 2024, des ateliers collectifs à chaque vacance. Ces ateliers, construits à partir des demandes et des besoins des jeunes, proposent de les former, selon chaque niveau, à l'utilisation et la compréhension des outils informatiques.



📅 La participation des MNA à l'amélioration continue

Dans le cadre de l'évaluation interne menée par l'Association, une enquête réalisée auprès des MNA à l'été 2024 a permis de mettre en exergue la satisfaction globale des résidents quant au cadre de leur prise en

charge mais également la nécessité d'améliorer l'accueil des jeunes, pour proposer des outils plus clairs et qui leur permettent de mieux s'intégrer et comprendre les enjeux de la prise en charge.

C'est ainsi que des travaux ont été menés et se poursuivent avec les équipes afin d'améliorer ou de créer des outils visuels ou traduits dans certaines langues (notamment anglais et arabe). La procédure d'accueil a également été revue et permet désormais d'étaler les différentes phases d'accueil.

🐼 L'amélioration continue par la collaboration

La salle de télévision du foyer a déménagé au rez-de-chaussée pour offrir un espace plus confortable aux résidents. L'espace a ensuite été cloisonné à la demande des résidents élus au CVS (Conseil de Vie Sociale).

Toujours en réponse à la demande des résidents via leurs représentants, le changement de traiteur amorcé en 2023 a été finalisé en avril 2024 : l'association fait désormais appel à un traiteur graulhetois. Cela permet de faire fonctionner une entreprise locale, de réduire notre empreinte carbone et aussi de recevoir les repas en liaison chaude. Les jeunes bénéficient ainsi de repas correspondant davantage à leurs attentes.

D'autre part, les divers partenariats alliés à l'implication des professionnels de l'association ont encore une fois permis de faire bénéficier aux jeunes d'une grande variété d'ateliers et de sorties tout au long de l'année : ateliers cuisine, couture, numérique, réparation de vélo, découverte de France Services, sortie à Walygator, tournois de foot, etc.

Nous remercions particulièrement Inéopole Formation de Brens qui a proposé des ateliers de sensibilisation à l'alimentation durable « du champ à l'assiette », réalisés par des étudiantes en BTS ESF.

Dans le cadre de l'appel à projets "C'est mon patrimoine", avec le soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie et la CAF, la résidence « Clip en Fa-briques » s'est tenue du 29 au 23 août au sein du Tiers-lieu M. Supervisés par Anne Maitrejean et le facilitateur du Tiers Lieu, dix résidents ont réalisé des clips vidéo en stop motion sur le thème du patrimoine industriel graulhetois, avec une restitution de leur production lors des Journées européennes du patrimoine en septembre.



Le dispositif Atelier Chantier d'Insertion

Le chantier s'inscrit dans le réel avec ses forces, ses limites et ses élans...

L'année 2024 a été une année de continuité tout en travaillant au déploiement mesuré de nos actions pour sécuriser la pérennité du dispositif.

🔄 Une équipe qui se réinvente

L'équipe de permanents a été en partie renouvelée fin 2023, l'année 2024 nous a donc permis d'établir une nouvelle cohésion dans nos pratiques complémentaires, au service des salariés en parcours.

De nouvelles énergies et compétences sont arrivées au niveau de l'encadrement technique des équipes de salariés en parcours, ce qui a permis de renforcer notre dynamique collective tout en opérant quelques réajustements et adaptations tout au long de l'année, inhérents à tous changements organisationnels.

🔍 Zoom sur les Activités

✓ Le chantier Espaces Verts

Nous avons poursuivi nos interventions sur les communes de Briatexte, Busque, Cadalen, Marssac et Gaillac de façon régulière et plus occasionnellement sur d'autres petites communes (Saint gauzens, Moulayres, Giroussens ...).

Sollicités par l'Etablissement Public Foncier à deux reprises également dans le cadre du marché réservé auquel nous avons répondu en 2023, nous avons eu l'opportunité de travailler sur de nouveaux espaces, ce qui soutient notre volonté d'ouvrir les salariés à des secteurs géographiques différents et des tâches variées.



Nous avons également adapté notre façon de travailler à la demande de certaines communes, dont Briatexte, particulièrement sensible à la gestion différenciée des espaces verts de la commune.

La gestion différenciée consiste à adapter l'entretien des espaces verts en fonction de leur usage et de leur environnement, en privilégiant des pratiques écologiques.

Nous avons veillé à traduire cette approche écologique auprès des salariés, en les sensibilisant aux bienfaits de la gestion différenciée, notamment par la réduction de la fréquence de tonte et la coupe de l'herbe à une hauteur plus élevée, afin de préserver les sols et favoriser la biodiversité.



✓ CDS (Comptoir de Services) :

L'action Coup de pouce, relative à la rénovation des logements des locataires de Tarn habitat s'est poursuivie sur 2024 avec 10 pièces rénovées dans des logements individuels. De plus, 17 brises vues ont été installés sur les quartiers prioritaires.

En parallèle, le nettoyage des aires de cuves et containers s'est maintenu au sein des quartiers prioritaires pour assurer un accès propre sur ces zones où les dépôts d'encombrants restent encore trop nombreux malgré tout.

Nous avons également commencé à faire intervenir l'équipe CDS pour la maintenance annuelle des logements diffus, mission qui a rapidement pris de l'ampleur, compte tenu de l'augmentation du nombre de logements. L'équipe réalise des tâches de nettoyage approfondi, de petit bricolage et d'aménagement, ainsi que des travaux de peinture lorsque nécessaire, afin de maintenir les logements dans un état conforme aux attendus.



Enfin, dans le cadre d'un marché réservé diffusé par l'agglomération Gaillac-Graulhet, nous avons installé une vingtaine de récupérateurs d'eau de pluie au sein des écoles de l'agglomération.



Les équipes ne sont pas fixes afin de permettre aux salariés d'explorer un maximum de tâches, que ce soit sur l'entretien des espaces verts ou sur les missions diversifiées du CDS.

Les salariés s'approprient :

- Le port des EPI
- Le maniement du matériel
- L'application des consignes de sécurité et des consignes données
- La posture professionnelle attendue dans le cadre d'un emploi avec le souci de faire un travail de qualité.





✓ Le snacking

Le snacking « le goût des autres » a particulièrement évolué en 2024 avec une hausse manifeste de la fréquentation sur le temps de midi notamment.

L'équipe mobilise désormais 9 salariés (contre 5 en début d'année). La confection de buffets sucrés/salés, de repas de groupes et la préparation des repas des usagers de la MECS à raison de deux fois par semaine permet de diversifier les apprentissages tant au niveau de la confection, que du dressage et du service.

L'équipe se professionnalise progressivement, notamment avec le départ en formation HACCP (10 salariés en 2024).



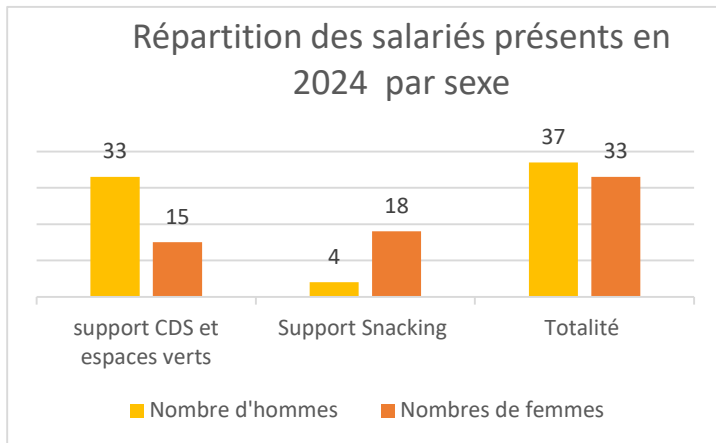
Pour faciliter l'accompagnement et le suivi des médiateurs numériques, l'encadrante technique du tiers lieu a amorcé en 2024 la supervision de cette équipe, intégrée à l'espace tiers lieu.

Les permanences et ateliers numériques à destination des habitants ont connu un franc succès avec 184 ateliers d'initiation à l'informatique dispensés sur l'année.



👥 Zoom sur les profils :

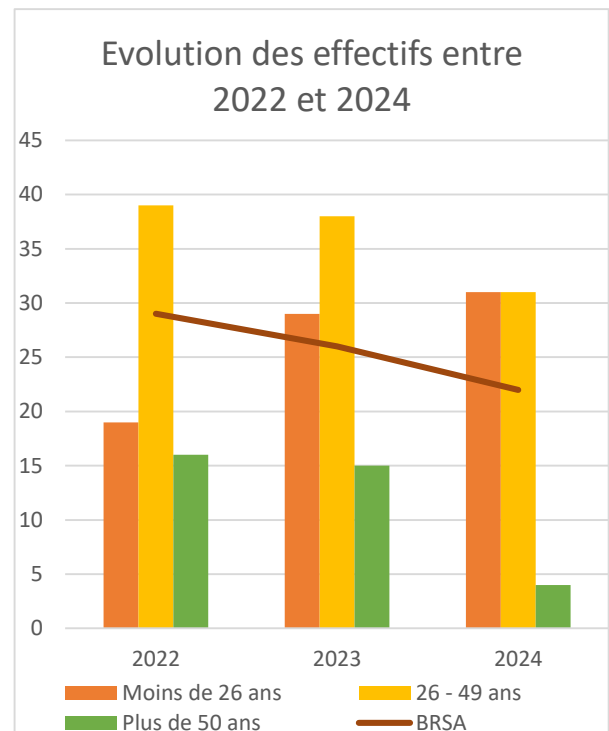
En 2024, nous avons accueilli 70 Salariés en CDDI avec une parité homme-femme quasi égale.



En ce qui concerne les profils des salariés, nous avons recruté 45 nouveaux salariés en 2024, à l'issue de 105 entretiens de recrutement.

Si nous avons atteint un équilibre entre les jeunes et les 26-49 ans, les profils seniors ont été moins nombreux cette année. Nous avons eu moins de prescriptions pour ce public qui reste toutefois difficile à réinsérer car l'accompagnement se heurte parfois à des automatismes figés, des attentes sur un emploi avec un rythme modéré, au sein de petites équipes. Les opportunités correspondantes sont donc assez rares.

Pour autant leur présence au sein des équipes reste un atout pour la transmission de la valeur du travail auprès des plus jeunes.



Les prescriptions de bénéficiaires du RSA ont diminué en 2024, malgré le déploiement de deux journées portes ouvertes par an au sein de nos locaux pour présenter les supports d'activité. Nous poursuivons notre réflexion quant à la mobilisation de ces profils sur le chantier d'insertion.

Enfin le niveau scolaire des salariés en parcours reste majoritairement inférieur à un niveau CAP avec 68.5% des salariés entrants concernés.

Soucieux de toujours adapter au plus près l'accompagnement mis en place auprès des bénéficiaires, nous avons tenté de nouvelles approches.

🚗 L'accompagnement au service de la diversité des profils

Les entretiens individuels et ateliers collectifs ont été maintenus sur l'année. Le salarié est accompagné dans la définition de son objectif professionnel, l'identification

des freins à l'avancée de ce projet et la stratégie à déployer pour les lever progressivement. Le rythme reste régulier, avec une écoute active des besoins et la définition d'objectifs précis et progressifs.

La veille approfondie de la CIP sur les offres d'emploi reste un levier majeur pour permettre aux salariés d'accéder à des entretiens d'embauche. Les suspensions de contrat (avec possibilité de réintégrer le chantier) et les PMSMP restent priorisées tout au long de l'accompagnement.

En effet, établir des liens avec les entreprises locales est crucial pour les salariés dont le CV, à lui seul, ne garantit pas toujours une sélection.

Nous avons intensifié certaines démarches :

Formations internes pour 37 salariés sur les méthodes HACCP, les gestes et postures, le SST, et le travail en hauteur. Ce sont de petites formations qui permettent toujours de valoriser un CV ensuite.

Sorties collectives en bus : la CIP s'est déplacée sur Gaillac et Albi avec quelques salariés en bus pour soutenir les salariés dans leur recherche de stage et/ou d'emploi. L'objectif était de leur permettre d'élargir leur champ de recherches afin de sortir de Graulhet. Cela a permis aux salariés de « dédramatiser » les déplacements et de leur permettre d'oser se projeter.

Mise en place de sessions informatiques spécifiques : Avec l'aide des médiateurs numériques, nous avons proposé un accès à des séances informatiques, séquencées sur une semaine afin de réellement permettre une appropriation de l'outil informatique par rapport à un niveau d'employabilité.

Accès à des ateliers de « mieux être » : nous avons rendu accessible l'accès aux ateliers proposés par le tiers lieu : gestion des émotions, respiration etc. Ces éléments font également partie de la reprise de confiance en soi que nous tentons de redonner aux salariés. Le mieux-être et la réalisation de soi restent des leviers dans l'accompagnement que nous favorisons.

En revanche, nous déplorons une nouvelle fois la difficulté des salariés à s'engager durablement sur l'obtention du code de la route. L'amélioration de la

situation financière ne suffit pas, la motivation reste fragile et la démarche s'allonge sans réelle concrétisation. En 2024, seuls 2 codes ont été obtenus alors qu'une douzaine de salariés étaient engagés initialement sur une volonté de passer le code de la route. Nous poursuivrons notre réflexion en 2025 pour soutenir davantage cette mobilisation fragile.

🚩 Les réussites de l'année

Nous constatons une légère hausse de nos taux de sorties dynamiques avec 46.15% de sorties en emploi/formation contre 45.65% en 2023.

En 2024 :

- 8 salariés sont sortis en emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois)
- 8 salariés sont sortis en emploi de transition (CDD de moins de 6 mois ou intérim)
- 2 salariés ont intégré une formation

Nous espérons atteindre les 50% de taux de sorties dynamiques en 2025.

🗣️ Témoignage d'une salariée : Cindy, désormais auxiliaire ambulancière en CDI à Graulhet

« Le parcours d'insertion a été bénéfique. En faisant un stage en ambulance, ça m'a permis de voir le métier. Grâce aux chantiers d'insertion et à leur aide, j'ai pu faire la formation d'auxiliaire ambulancière et maintenant je suis en CDI.

Merci encore pour l'année passée au sein de l'association, de m'avoir bougée pour trouver ma voie dans un métier et à Sabrina qui m'a aidée avec ce dossier que je ne comprenais

pas. 😊 merci beaucoup. »

Témoignage retranscrit avec l'accord de l'intéressée.

Le Tiers lieu M

2024 aura été une année foisonnante pour le Tiers Lieu M. Le projet reste à la croisée du social, du culturel et de l'économique. Ce lieu hybride a été force d'initiatives citoyennes, de créativité collective et d'engagement local.



Un lieu aux multiples visages

Le Tiers Lieu M a cultivé son ADN tout au long de l'année 2024 : faire coexister des publics, des pratiques et des idées pour créer une dynamique commune. Se réunir pour co-construire, transmettre et parfois... juste pour être ensemble.

Le projet a visé la mixité sur tous les points, permettant le partage d'expériences, de savoirs et de compétences. Les salariés avaient pour missions principales l'accueil, la médiation et faciliter les situations de réussites afin de valoriser les usagers et de mobiliser de nouvelles dynamiques. Il s'agissait de permettre aux participants de prendre conscience de leurs aptitudes et potentiel.

Le Tiers Lieu a accueilli des publics d'horizons divers : artistes, demandeurs d'emplois, actifs, BRSA, jeunes, seniors, bénévoles, professionnels, personnes en situation de précarité ou en insertion : toutes et tous ont trouvé leur place ici grâce à la diversité des ateliers proposés.

Nous notons néanmoins une surreprésentation des seniors. En 2024, l'âge moyen des usagers est de 53 ans. Le Tiers Lieu enregistre plus de 600 personnes ayant participé à au moins une action.

Au-delà d'un espace convivial et chaleureux, le Tiers Lieu offre un espace-temps d'expérimentation sociale, un outil d'émancipation, une rampe de lancement pour des envies, des idées, des projets.

Le Tiers Lieu est parvenu à atteindre les objectifs visés :

- Rompre les situations d'isolement
- Permettre aux personnes de (re)trouver une place d'acteur de leur vie, au sein de la société
- Favoriser l'ouverture à autrui, à son environnement

- Soutenir l'inscription dans une démarche de projet



2024 en chiffres

- 184 ateliers numériques
- 37 ateliers cuisine
- 42 ateliers couture/crochet
- 14 ateliers sur les astuces éco énergétiques
- 4 ateliers de bricolage
- 46 permanences d'écrivain public pour accompagner les usagers dans la rédaction de leurs courriers
- 51 ateliers relatifs au développement personnel (gestion des émotions, communication verbale et non verbale, sophrologie du rire, ateliers santé animés par une infirmière, etc.)
- Plus de 10 expositions dont « En corps, en vie », en partenariat avec les petits frères des pauvres et plusieurs expositions d'habitants, artistes non dévoilés, qui ont pu partager leurs œuvres avec les usagers du lieu et pour lesquels nous avons organisé un vernissage afin de valoriser leur savoir-faire.

Et de nombreux autres ateliers autour du DIY (Do It Yourself) pour fabriquer soi-même des produits d'entretien ou d'hygiène, du jardinage, de la conservation des aliments, etc.

Au-delà des chiffres, ce sont des rencontres, des sourires, des projets portés par les habitants eux-mêmes qui ont marqué l'année.



actions proposées et animées par des partenaires, ce qui a constitué pour l'association de multiples opportunités de familiarisation des acteurs locaux et de leurs publics avec ce nouvel espace.



🌿 Une programmation riche et vivante....

Karaoké, tournois d'échecs, café-philos, fête du jeu, ateliers santé globale, créations artistiques, réparation de vélos, etc. Un joyeux mélange entre initiatives citoyennes et projets structurants, toujours dans un esprit de partage. Le Tiers Lieu a accueilli de nombreuses



...Avec des thématiques engagées et du partenariat mobilisé

- **La mobilité :** Balades à Nabeillou, marché de Toulouse, visites culturelles à Castres et Gaillac, Burlats, en voiture, bus ou co-voiturage. L'objectif a été de proposer aux participants des supports visant les déplacements autonomes, tout en renforçant les liens entre le tiers lieu et son environnement. Les personnes ont pu se familiariser avec certains transports et notamment avec la navette de Graulhet.



Sortie à Toulouse



Sortie à Gaillac- Parc Foucaud

- **La valorisation de l'interculturalité :** A l'initiative des habitants, plusieurs soirées à thème se sont déroulées au sein du Tiers Lieu, mettant successivement à l'honneur, l'Espagne, le Maghreb, l'Allemagne et le Portugal. A chaque fois, un groupe d'habitants s'est mobilisé pour définir un menu, une animation, un décor et

pour préparer un repas. Sur inscription, toute personne était la bienvenue.

- **L'intégration des publics en situation de handicap :** Le Tiers a accueilli tous les 15 jours les enfants de l'IME de Florentin autour d'ateliers musique et arts plastiques. L'hôpital de jour de Lavaur s'est également positionné régulièrement sur des ateliers avec quelques adultes. Les salariés du Tiers Lieu ont facilité l'insertion de ce public.
- **Partenariats mobilisés :** Mission locale (organisation d'ateliers de cuisine avec achat préalable des produits sur le marché et de repas partagés entre jeunes de la Mission Locale et seniors du Tiers Lieu), le lycée Clément de Pémille, Uniscité (ateliers sur le développement durable), médiathèque, EHPAD St François, Amicale Laïque, école de musique, Maison des familles, MJC, ... Une véritable fabrique de liens qui a été riche en partage.





Atelier Sophrologie du rire
avec Chloé Elkaim

Malheureusement, malgré les différentes demandes de subventions et le soutien financier obtenu auprès du Conseil Départemental, de la CAF, de l'Etat, de l'Agglomération et de la CARSAT, le modèle économique s'est révélé non viable.

En juillet 2024, il a été annoncé qu'une réorganisation du tiers lieu serait engagée, sans pouvoir conserver les précieuses ressources humaines qui avaient porté avec engagement et passion le développement du projet.

La seconde partie de l'année a alors été dédiée à :

- Poursuivre avec énergie les activités en place jusqu'à la clôture
- Soutenir l'autonomisation progressive de certains groupes d'habitants
- Renforcer l'accueil aux côtés des médiateurs numériques
- Accompagner avec soin le départ des professionnels engagés

L'association « Les mardis de Léo » a vu le jour en 2024 regroupant les activités de couture, crochet et tricot. La dynamique du groupe a été suffisante pour générer la



mobilisation des habitantes et les professionnels du tiers lieu ont pu accompagner les différents membres dans l'élaboration de leurs statuts associatifs. Ce groupe d'habitants se mobilise régulièrement sur des actions d'intérêt général comme Octobre Rose. Une réelle solidarité s'est développée, avec des services rendus les uns aux autres.

Sur 2025, le lieu devra se réorganiser en s'appuyant sur le maintien des activités telles que le snacking et les ateliers numériques. L'espace co-working restera à disposition avec le déploiement d'activités relatives au numérique.

Les initiatives locales telles que les expositions pourront être maintenues mais une certaine autonomie de toutes initiatives de ce type sera attendue.

Association Léo Lagrange de Graulhet - exercice 2024						
	Totaux	MECS		Insertion		M
Produits d'exploitation	3 182 980,00 €	2 332 343,42 €	73,28%	733 449,84 €	23,04%	117 187,06 €
Charges d'exploitation	3 117 500,00 €	2 146 317,26 €	68,85%	773 154,70 €	24,80%	198 028,36 €
Résultat d'exploitation	65 480,00 €	186 026,17 €		-39 704,86 €		-80 841,30 €
Produits financiers	6 462,00 €	5 750,00 €	88,98%	712,41 €	11,02%	0,00 €
Charges financières	4 311,00 €	4 010,90 €	93,04%	300,05 €	6,96%	0,00 €
Résultat financier	2 151,00 €	1 739,10 €		412,36 €		0,00 €
Produits exceptionnels	38 278,00 €	0,00 €	0,00%	18 502,87 €	48,34%	19 775,10 €
Charges exceptionnelles	85,00 €	0,00 €	0,00%	84,72 €	99,67%	0,00 €
Résultat exceptionnel	38 193,00 €	0,00 €		18 418,15 €		19 775,10 €
Résultat	105 825,00 €	187 765,27 €		-20 874,35 €		-61 066,20 €

Rapport financier

Avant de faire le point sur l'exercice 2024, nous devons vous informer du changement d'affectation qui a été opéré sur l'exercice 2023.

En effet, suite à l'audit des exercices 2019 à 2024 diligenté par la Cour Régionale des Comptes (C.R.C), nous avons été destinataires d'un rapport provisoire dans lequel des observations et recommandations ont été faites.

Nous avons rendu, début mars, notre argumentaire. Des explications ont été fournies sur tous les points et des modifications ont été apportées.

Concernant la vente du bâtiment de la DG, il nous a été fait l'observation que, du fait que l'emprunt contracté pour l'achat était passé à 50% sur la MECS, nous aurions dû basculer le même pourcentage de la valeur de la vente sur la MECS et non pas la laisser dans l'analytique 'DG' sous gestion libre.

Nous avons souhaité répondre favorablement tout en rappelant que nous prendrions 50% de cette valeur à laquelle nous déduirions la valeur nette comptable qu'il restait à amortir, et ce dans les mêmes proportions. Les excédents des projets en sont donc modifiés.

Le détail dans le tableau ci-dessous :

	Sous gestion contrôlée		Sous gestion libre	Résultat
	Internat	Diffus		
Résultats 2023 déclarés	102 133,02 €	35 409,27 €	38 373,71 €	175 916,00 €
775 - vente bd Genève (50%)	105 000,00 €		-105 000,00 €	
675 - valeur comptable (50%)	-73 175,34 €		73 175,32 €	
Totaux après retraitement	133 957,70 €	35 409,27 €	6 549,03 €	175 916,00 €

Après avoir informé le département de ce retraitement, nous avons présenté un Compte Administratif 2023 modifié afin de mettre à l'approbation le nouvel excédent de la MECS Internat. Cela signifie, de fait, que l'excédent sous gestion libre diminue d'autant.

De plus, Il a aussi été décidé de mettre un terme, selon la recommandation de la CRC, à l'analytique 'DG' et d'impacter l'ensemble des coûts sur les 3 projets.

Les recettes au 31/12/2024

1 - Les recettes issues de la gestion sous contrôle du département du Tarn augmentent de 301 135.39 € (+14.84%) pour se situer à 2 330 543. € (soit 73 % de nos recettes)

+ 759 journées en internat du fait de l'extension des 4 places supplémentaires en 2024.

+4 689 journées en diffus du fait de l'extension des 12 places supplémentaires fin 2023 et 9 autres courant septembre 2024.

2 - Les produits facturés augmentent de 24 958 € (+11.21%)

-du fait de la montée en charge du chantier d'insertion snacking (+20 133 € soit +49.38%),

- du fait d'avoir basculé les subventions du chantier d'insertion comptoir de service en production (94 550 €) afin de répondre favorablement à la recommandation de la Cour Régionale des Comptes suite à son audit.

3 - En balance, les subventions diminuent de 33 624 € (-5.39%) pour ces mêmes raisons et proportionnellement à l'arrêt de certains projets (accompagnement conseil citoyen, conseiller numérique). Nous pouvons rajouter qu'elles diminuent de 95 000 € supplémentaires en comptant les fonds dédiés qui ont été consommés sur 2023.

Dépenses au 31/12/2024

Les dépenses d'approvisionnements et autres (compte 60) augmentent de 21 754 € (+8.26%)

Le 601 (achats alimentaires du snacking) diminue malgré sa forte progression du fait qu'une partie soit passée en 6282 (achat alimentaire MNA) en contrepartie des repas fournis aux résidents de l'internat durant l'année.

Le 6026 (achat matériel de cuisine) augmente du fait d'équipements ou remplacement d'équipements des diffus.

Le 60613 (conso eau du foyer) a fortement augmenté de +28 212.23 € car nous avons appris fin mars 2025 qu'une régularisation de 28 000 € allait intervenir car les relevés de compteur sont erronés depuis 2022.

Les services extérieurs (compte 61) augmentent de 24728.8 € (+15.81%)

Le compte 6132 (location MNA) augmente de 27 760.79 € (+42.24%) proportionnellement à l'extension du diffus.

L'entretien des bâtiments (6152) augmente de 13 743.85 € du fait de petits travaux de réparation qui ont été cumulés tout au long de l'année sur les différents projets : Réparation du skydome du couloir administration, remplacement d'une porte d'entrée diffus, passage d'une caméra sur le réseau des eaux usées, plusieurs passages de notre prestataire concernant le traitement d'insectes dans les chambres...

A noter aussi que le compte 61561 (prestation informatique) baisse drastiquement de -7 777.20 € (-90.98%), cette somme ayant basculé en compte 6284, en cohérence avec le M22 bis.

Les autres services extérieurs (compte 62) augmentent de 104 602.79 € (+20.09%)

Le 6211 (intérim) augmente de 26 000 € (+23.27%) du fait de la décision prise en 2022 de procéder au remplacement des salariés absents par ce type de contrat.

Le 622 (honoraires divers) diminue sensiblement car il n'a pas été sollicité comme en 2023 où les honoraires d'accompagnement dans les différentes procédures (prud'homale, rupture conventionnelle) avaient fortement impacté ce compte.

La plus grosse augmentation réside dans le compte 6282 (alimentation des MNA) qui augmente de 93 285.58 € (+33.12%). Du fait :

- de l'augmentation du nombre de places en internat,
- du choix de passer par un traiteur local en liaison chaude au quotidien ce qui est plus cher qu'une cuisine centrale en liaison froide (+52 000 €) mais qui satisfait les jeunes et permet à la structure de réduire son empreinte carbone,
- de l'augmentation du nombre de place en diffus et de la réévaluation de leur budget. (+41 000 €).

Les impôts et taxes restent stables

Les salaires et charges sociales baissent de 28 685.44 € (-1.65%)

Cette baisse, malgré l'obligation de la mise en place du Ségur pour tous et des augmentations légales, est à nuancer :

- Du fait de recourir à l'intérim (compte 6211) pour les remplacements comme expliqué ci-dessus,
- Du fait que l'année 2023 a été impactée par la décision prud'homale à hauteur de 78 000 € brut chargé.

Concernant le résultat financier, il est excédentaire du fait de la mise en place début janvier 2024 d'un compte à terme sur 7 ans d'une valeur de 250 000 € qui a rapporté 5 750 €, somme affectée analytiquement à la MECS Internat.

Quant au résultat exceptionnel (38 193.25€), il est excédentaire du fait principalement de la reprise annuelle de la quote-part de subvention d'investissement et de produits de cession d'actif.

Résultat de l'exercice et proposition d'affectation.

Au final, le résultat fait apparaître un excédent de 105 824.71 € qui est à nuancer selon les différents projets.

L'internat de la MECS marque un excédent de 148 100.68 €.

Malgré l'extension des places supplémentaires :

- Le groupe 1 (charges d'exploitation) n'augmente que de 68 534 € (+17.27%) principalement dû aux achats non stockés et l'alimentation.
- Le groupe 2 (frais de personnel) diminue de 79 723 € car 2023 intégrait une partie (41 835 €) du contentieux prud'homal et par la réaffectation de personnel de l'internat vers le diffus.
- Le groupe 3 (dépenses de structure) diminue de 9 810 €

Le diffus de la MECS affiche un excédent de 39 664.58 €

L'extension des places augmente les produits de 238 544.13 € (50.28%).

- Le groupe 1 augmente de 72 136 € (+52.59%). Ce sont des dépenses du quotidien et elles sont donc en rapport avec l'augmentation des produits.
- Le groupe 2 augmente de 119 147 € (+56.47%).
- Le groupe 3 augmente de 44 364 € (+48.81%).

L'insertion finit en déficit de 20 874 €

Cela est dû au fait que les produits (-12.32%) baissent davantage que les charges (-8.32%) par rapport à 2023.

Les produits facturés (223 459 €) représentent 28.91% du taux de commercialisation (en dessous des 30%).

Les subventions de 498 057 € correspondent à 98% à l'aide aux postes des CDD i.

Le projet M finit, quant à lui, avec un déficit de 61 066 €

Les différentes subventions prévues au budget 2024 n'ont finalement pas été accordées dans leur intégralité. Seulement 92 713 € ont été acceptés sur les 229 000 € escomptés.

Les prévisions à court et moyen termes ne nous permettant pas de couvrir ne serait-ce que le coût de la masse salariale brute chargée des 3 personnes sur le dispositif (chiffrée à 105 000 €), il a été décidé d'y mettre un terme dans sa forme actuelle.

Nous proposons d'affecter le résultat 2024 en gestion libre (insertion + M) de – 81 940.55€ en report à nouveau.

Evolution prévisible.

A court terme, la structure ne prévoit pas de lancer de nouveaux projets et va plutôt travailler sur le maintien de l'équilibre financier de la MECS et sur la sortie du déficit de l'insertion dont la gestion reste toujours fragile. Conformément aux préconisations de la Cour des Comptes, nous souhaitons affiner la gestion budgétaire avec une analytique d'investissement.

2025 sera également une année importante du fait de l'évaluation externe et de la démarche CPOM.

Principaux risques et incertitudes :

Les différents budgets de nos financeurs étant de plus en plus contraints, l'équilibre de l'insertion devient plus compliqué.

Nous savons déjà que le PDI 2025 va supporter une baisse significative, il faudra donc trouver comment compenser ce manque de recettes.

Concernant les autres risques, nous ne voyons pas de situation défavorable qui nous positionnerait sur d'éventuelles provisions à faire.



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association Foyer Léo Lagrange

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Foyer Léo Lagrange
Place du Languedoc - BP 141 - 81300 Graulhet

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association Foyer Léo Lagrange

Place du Languedoc - BP 141 - 81300 Graulhet

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'Association Foyer Léo Lagrange,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Foyer Léo Lagrange relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration à l'exception du point ci-dessous.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Labège, le 10 juin 2025

KPMG S.A.

Anne Briqueteur
Associée

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés,						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	27 439		27 439	0,98	27 439	1,00
. Constructions	2 552 057	1 067 098	1 484 959	53,13	1 513 153	55,34
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	162 300	115 147	47 153	1,69	69 995	2,56
. Autres immobilisations corporelles	246 559	206 350	40 209	1,44	52 291	1,91
. Avances & acomptes					37 049	1,36
Immobilisations financières						
. Autres	9 384		9 384	0,34	8 561	0,31
TOTAL (I)	2 997 740	1 388 595	1 609 145	57,57	1 708 487	62,49
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	9 288		9 288	0,33	4 495	0,16
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	239 039		239 039	8,55	345 039	12,62
. Autres	78 111		78 111	2,79	58 230	2,13
Disponibilités	858 738		858 738	30,73	614 033	22,46
Charges constatées d'avance	592		592	0,02	3 930	0,14
TOTAL (II)	1 185 768		1 185 768	42,43	1 025 728	37,51
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 183 507	1 388 595	2 794 912	100,00	2 734 215	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	2 439	0,09	2 439	0,09
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
. Réserves pour projet de l'entité	692 862	24,79	555 320	20,31
Report à nouveau	1 030 396	36,87	992 023	36,28
Excédent ou déficit de l'exercice	105 825	3,79	175 916	6,43
Situation nette (sous total)	1 831 522	65,53	1 725 698	63,11
Subventions d'investissement	324 499	11,61	359 420	13,15
TOTAL (I)	2 156 021	77,14	2 085 117	76,26
FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	341 792	12,23	395 120	14,45
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 674	3,96	89 394	3,27
Dettes fiscales et sociales	185 988	6,65	162 171	5,93
Autres dettes	437	0,02	2 412	0,09
TOTAL (IV)	638 891	22,86	649 097	23,74
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 794 912	100,00	2 734 215	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		60 907				48 674				12 233		25,13	
- Ventes de prestations de services		186 617				181 791				4 826		2,65	
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		2 921 314				2 653 803				267 511		10,08	
- Ressources liées à la générosité du public													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		13 966				5 309				8 657		163,06	
Utilisations des fonds dédiés						95 082				-95 082		-100,00	
Autres produits		177				14				163		N/S	
Total des produits d'exploitation (I)		3 182 980				2 984 673				198 307		6,64	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Autres achats et charges externes		1 091 690				940 603				151 087		16,06	
Aides financières		27 316				31 398				-4 082		-12,99	
Impôts, taxes et versements assimilés		110 813				114 211				-3 398		-2,97	
Salaires et traitements		1 355 397				1 388 761				-33 364		-2,39	
Charges sociales		349 752				345 073				4 679		1,36	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		179 218				180 673				-1 455		-0,80	
Autres charges		3 315				2 989				326		10,91	
Total des charges d'exploitation (II)		3 117 500				3 003 709				113 791			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		65 480				-19 036				84 516		443,98	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations		712				673				39		5,79	
Autres intérêts et produits assimilés		5 750								5 750		N/S	
Total des produits financiers (III)		6 462				673				5 789		860,18	
CHARGES FINANCIERES:													
Intérêts et charges assimilées		4 311				5 074				-763		-15,03	
Total des charges financières (IV)		4 311				5 074				-763		-15,03	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		2 151				-4 401				6 552		148,88	
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		67 631				-23 437				91 068		388,57	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:													
Sur opérations de gestion		857								857		N/S	
Sur opérations en capital		37 421				245 854				-208 433		-84,77	
Reprises sur provisions et transferts de charges						100 000				-100 000		-100,00	
Total des produits exceptionnels (V)		38 278				345 854				-307 576		-88,92	
CHARGES EXCEPTIONNELLES:													
Sur opérations de gestion						150				-150		-100,00	
Sur opérations en capital		85				146 351				-146 266		-99,93	
Total des charges exceptionnelles (VI)		85				146 501				-146 416		-99,93	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		38 193				199 353				-161 160		-80,83	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Total des produits (I + III + V)	3 227 721		3 331 199		-103 478	-3,10
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 121 896		3 155 283		-33 387	-1,05
EXCEDENT OU DEFICIT	105 825		175 916		-70 091	-39,83

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

<p style="text-align: center;">ANNEXE Aux comptes annuels de l'exercice clos Le 31 décembre 2024</p>

Sommaire

A- DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

- 1- L'Objet social
- 2- Les Activités
- 3- Les Moyens

B- FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1- Evénements principaux de l'exercice
- 2- Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice
- 3- Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables

C- INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- 1- Bilan actif
- 2- Bilan passif

D- INFORMATION RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

A- DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

1- L'Objet social

L'association Léo Lagrange de Graulhet a pour but d'insérer socialement et professionnellement les personnes en difficulté ou ayant un besoin particulier. Elle agit contre les répétitions de situations d'exclusion, de faiblesse, de fragilité. Elle participe activement au changement de regard de la société sur ces publics et ce dans un esprit de respect des personnes. Elle contribue à l'animation sociale du territoire, développe des initiatives dans le champ de l'économie sociale, solidaire et circulaire.

2- Les Activités

L'association développe 3 projets forts :

- L'accompagnement et l'hébergement de Mineurs Non Accompagnés (MNA).
L'Association est habilitée par le Département du Tarn, au titre de l'article L312-1- 1° du CASF, pour l'accueil de 54 MNA en internat et 46 en diffus (colocations dans le département). Ce public, placé au sein de la structure par l'Aide Sociale à l'Enfance du Département du Tarn, bénéficie d'une prise en charge moyenne de 24 mois. Les objectifs principaux de cet accompagnement sont la régularisation administrative par l'obtention du Titre de Séjour, l'insertion professionnelle et l'autonomie par le logement
- L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) de publics en situation d'exclusion issus du territoire du canton de Graulhet (convention pour 21 ETP CDDI). Cet outil vise à encourager une dynamique positive personnelle, sociale et professionnelle à partir d'une mise en situation de travail pendant une période de 6 mois, renouvelable. Les objectifs sont l'apprentissage de compétences pratiques et théoriques à visée pré-qualifiante, la prise de confiance en soi, l'accompagnement à la résolution des difficultés sociales et la construction d'un projet professionnel.
- Le projet M, projet de tiers lieu mixte (apprenant, social, culturel...) a été pensé comme un espace d'échanges facilitant la porosité entre les publics, les espaces et les différentes activités.

3- Les Moyens

Pour développer ces projets, l'Association se déploie sur 2 sites sur Graulhet.

L'association emploie 62 salariés, représentant 52.23 ETP :

- 31 salariés sur les ACI dont 27 CDDI
- 23 salariés sur le projet MNA
- 3 salariés sur le projet M
- 5 salariés sur la Direction Générale

Chaque projet est piloté par un coordonnateur.

B- FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1- Evénements principaux de l'exercice.

L'exercice 2024 a été principalement marqué par les événements suivants :

- Agrément de 4 places supplémentaires en internat,

Suite à notre proposition, le département nous a validé 4 places internat supplémentaires en transformant l'ancien appartement du foyer ce qui porte donc le nombre à 54 MNA sur ce dispositif.

- Agrément de 9 places supplémentaires en diffus,

Suite à leur sollicitation, le département nous a validé 9 places diffus supplémentaires ce qui porte donc le nombre à 46 MNA sur ce dispositif.

3 ont été positionnés sur Albi, 3 sur Graulhet et 3 sur Castres.

- Remplacement des fenêtres du foyer,

Suite au remplacement des fenêtres des 50 chambres fin 2023, il a été effectué le remplacement de celles des bureaux et circulations. Cette opération, validée par le département, vise à un meilleur confort de travail mais surtout à des économies tant sur le plan énergétique que sur celui des réparations d'entretien.

- Mise en place vidéosurveillance,

Afin de garantir une sécurité accrue des résidents et du personnel, il a été décidé l'installation de vidéosurveillance. Cette démarche vient en plus de la décision de doubler le poste de veilleur de nuit.

- Décision prise de l'arrêt du projet M au 31/12/2024 dans sa configuration connue.

Au regard des difficultés à financer à court et moyen terme au quotidien ce dispositif, le Conseil d'Administration a entériné la décision le 11 juillet 2024. Les 3 salariés ont été sortis des effectifs. Le tiers-lieu continue d'accueillir notamment par le biais du chantier snacking et le chantier comptoir de service avec les conseillers numériques. Le musée numérique et toutes les animations de l'Espace de Vie Sociale ont été arrêtés. Néanmoins, l'association permet aux habitants de profiter de ce lieu comme le fait déjà l'atelier couture qui s'est constitué en association.

- Audit de la Cour Régionale des Comptes des comptes 2019 à 2024,

En septembre 2024, cette chambre de contrôle nous a fait part de son audit des exercices précités.

Celui-ci s'est déroulé durant 5 mois avec 3 visites sur place de deux jours.

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

- Audit de la Cour Régionale des Comptes des comptes 2019 à 2024,

Le magistrat et la vérificatrice ont terminés leur tâche fin janvier 2025.

Un rapport provisoire nous a été notifié le 05 mars 2025 avec droit de réponse sous 1 mois.

Le 3 avril, l'association a rendu son argumentaire avec prise en compte des différentes recommandations sachant que des directives avaient été décidées bien avant les observations faites.

Le rapport final est attendu courant juin. 2025.

- Nouveau logiciel de gestion,

L'éditeur de logiciel de comptabilité SAGE nous ayant informé de ne plus faire la maintenance de celui utilisé par la structure, il a été décidé de rechercher un logiciel dédié ESMS.

Le prestataire EIG a été choisi car il va nous permettre de gérer à la fois la comptabilité et la gestion budgétaire. Le 1^{er} semestre 2025 va se focaliser sur la prise en main de l'outil et l'ensemble de ses paramétrages.

2- Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément à l'application des règlements 2014-03, 2018-06 et 2019-04.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Avant les principes et méthodes figurant à l'article 833-2 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, l'annexe comprend :

- Une description de l'objet social de l'entité ;
- Une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées ;
- Une description des moyens mis en œuvre.

Sont également mentionnées, les faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Changement de méthode d'évaluation :

- Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation :

- Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

C- INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1- Bilan actif

Immobilisations corporelles : mouvements principaux

Les investissements réalisés au cours de l'exercice sont représentés par :

Nature de l'immobilisation	Fournisseurs	Montant
Remplacement fenêtre du Foyer	Renoxal	50 443,17 €
Caméra vidéosurveillance foyer + vidéophone	GPE	12 560,86 €
Aménagement ex appartement	Ferré+Carisey	8 768,39 €
Agrandissement cuisine gda sur Hall	divers	11 097,74 €
Véhicule de service MNA C3	Citroen	12 000,00 €
Total		94 870,16 €

Immobilisations incorporelles et corporelles : amortissements pour dépréciation

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions, installations	Linéaire par composants	Tableau ci-dessous
Installations techniques	Linéaire par composants	Tableau ci-dessous
A.A.I Constructions	Linéaire par composants	Tableau ci-dessous
Matériel et outillage	Linéaire	3 ans
Matériel de transport neuf	Linéaire	5 ans
Matériel de transport occasion	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	4 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	4 ans
Logiciels	Linéaire	1 an
Site internet	Linéaire	2 ans

- Modalités de répartition par composants et durée :

Règles immeuble H L M	%	Durée
Structure	79	50 ans
Menuiseries extérieures	4	25 ans
Chauffage collectif	3	25 ans
Etanchéité	1	15 ans
Ravalement	2	15 ans
Electricité	6	25 ans
Plomberie	5	25 ans
Total	100	

- La dotation d'amortissement de l'exercice s'élève à : 179 218.34 €
- Le montant cumulé des amortissements au 31/12/24 s'élève à 1 528 365.06 €

Immobilisations en cours :

Pas d'en cours au 31/12/2024.

Variation des immobilisations :

Libellé	valeur 31/12/2023	Acquisition	Cession	valeur 31/12/2024
Terrains	27 439,00 €			27 439,00 €
Construction	766 580,42 €		46 845,67 €	719 734,75 €
AAI Construction	1 755 356,69 €	102 612,82 €	25 646,87 €	1 832 322,64 €
Matériels	183 528,24 €	848,00 €	28 566,22 €	155 810,02 €
Outillage industriel	36 075,70 €		29 585,78 €	6 489,92 €
Agencement	40 895,53 €			40 895,53 €
Matériel transport	94 121,71 €	12 000,00 €	2 500,00 €	103 621,71 €
Matériel informatique	40 470,26 €	726,00 €	924,32 €	40 271,94 €
Mobilier	67 556,08 €		5 786,00 €	61 770,08 €
En cours	37 049,34 €		37 049,34 €	0,00 €
Dépôts et cautionnement	8 561,00 €	2 309,00 €	1 486,00 €	9 384,00 €
Totaux	3 057 633,97 €	118 495,82 €	178 390,20 €	2 997 739,59 €

Variation des amortissements :

Libellé	valeur au 31/12/2023	Dotations	Sorties	valeur au 31/12/2024
Construction	318 941,08 €	24 958,12 €	46 845,64 €	297 053,56 €
AAI Construction	689 843,50 €	105 848,00 €	25 646,84 €	770 044,66 €
Matériels et outillage	113 533,57 €	23 689,32 €	28 566,22 €	108 656,67 €
Outillage industriel	36 075,70 €	0,00 €	29585,78	6 489,92 €
Agencement	35 281,72 €	4 281,35 €		39 563,07 €
Matériel transport	64 097,69 €	12 438,31 €	2415,28	74 120,72 €
Matériel informatique	37 056,01 €	2 576,36 €	924,32 €	38 708,05 €
Mobilier	54 317,45 €	5 426,93 €	5 786,00 €	53 958,38 €
Totaux	1 349 146,72 €	179 218,39 €	139 770,08 €	1 388 595,03 €

Evaluation et détails des stocks de matières premières :

Nature	Montant	Méthode
Alimentaire	1 882,93 €	Dernier prix d'achat
Produits d'entretien	2 693,18 €	Dernier prix d'achat
Linge MNA + ptit équipmt	1 436,03 €	Dernier prix d'achat
Fioul	3 276,00 €	Dernier prix d'achat
Total	9 288,14 €	

Créances clients et comptes rattachés :

	Montant	- 1 an	+ 1 an
Créances clients	239 038,83 €	239 038,83 €	
Clients douteux			
Clients factures à établir			
Clients avoirs à établir			
Total créances	239 038,83 €	239 038,83 €	0,00 €

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Autres créances

Le total des subventions à recevoir au 31/12/2024 est de :

Organismes	Montant
Mairie Graulhet - Conseil Citoyen	3 500,00 €
CD81 - SAS Insertion	2 370,00 €
Région - SAS Insertion	3 000,00 €
ASP IAE solde 2023	37 085,03 €
CAF - EVS	27 020,46 €
1 - Total subv fonctionnement à recevoir	72 975,49 €
2 - Total subv invest à recevoir	0,00 €
Total produits à recevoir (1+2)	72 975,49 €

Détails des charges constatées d'avances au 31/12/2024

Libellé	Montant
Trajets Lyon 09/01/25	591,75 €
Total charges constatées d'avance	591,75 €

Détail des produits à recevoir au 31/12/24

Libellé	Montant
Produits cession	600,00 €
OPCO	202,30 €
Total produits à recevoir	802,30 €

Disponibilités au 31/12/2024

Organismes	Montant
CCM compte courant	577 527,15 €
CCM Livret bleu	24 459,44 €
Compte à Terme	250 000,00 €
Intérêts non perçues	5 750,00 €
Caisse	574,41 €
Caisse GDA	427,30 €
Total	858 738,30 €

Les fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la Clôture
Fds propres sans droit de reprise	2 439,18 €				2 439,18 €
Fds propres avec droit de reprise					0,00 €
Ecarts de réévaluation					0,00 €
Réserves sous gestion libre	132 198,68 €				132 198,68 €
Réserves sous gestion contrôlée	298 255,86 €		124 865,48 €		423 121,34 €
Report à nouveau sous gestion libre	992 022,50 €	38 373,70 €			1 030 396,20 €
Report à nouveau sous gestion contrôlée					0,00 €
Excédent ou déficit sous gestion libre N-1	38 373,70 €			38 373,70 €	0,00 €
Excédent ou déficit sous gestion libre				81 940,55 €	-81 940,55 €
Excédent ou déficit sous gestion contrôlée	262 407,78 €		187 765,27 €	124 865,48 €	325 307,57 €
Situation nette	1 725 697,70 €	38 373,70 €	312 630,75 €	245 179,73 €	1 831 522,42 €
Fds propres consommables					0,00 €
Subventions d'investissement	359 419,58 €			34 920,50 €	324 499,08 €
Provisions réglementées					0,00 €
TOTAL	2 085 117,28 €	38 373,70 €	312 630,75 €	280 100,23 €	2 156 021,50 €

Selon le Code de l'Action Sociale et des Familles, les fonds propres prennent, une forme qui dissocie les résultats de la Maison d'Enfants à Caractère Social, des résultats des autres projets.

L'Assemblée Générale validera les comptes qui dégagent un résultat excédentaire de 105 824.71€ mais votera l'affectation du résultat de -81 940.55 €. Le département nous affectera en 2026 leur résultat de 187 765.27€.

Les fonds dédiés

Pas de fonds dédiés sur l'exercice 2024.

2- Bilan Passif

Fonds associatifs

Nature	Débiteur	Créditeur
Fonds propres		2 439 €
Autres réserves		132 199 €
Réserves sous gestion contrôlée		423 121 €
Report à nouveau sous gestion libre		1 030 396 €
Report à nouveau sous gestion contrôlée		
Subventions d'investissements		777 041 €
Amortissement des subventions	452 542 €	
Résultat de l'exercice sous gestion libre		-81 941 €
Résultat de l'exercice sous gestion contrôlée		187 765 €

- Le résultat de 6 549,04 € dégagé au 31/12/23 a été affecté en « Report à nouveau » conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2024.
- Le résultat positif de la MECS de 137 542.30€ a été réévalué suite à l'audit de la Cour Régionale des Comptes à 169 366.97€ et sera affecté en 2025 aux réserves affectées à l'investissement pour 120 049.27€ et aux réserves de compensation des charges d'amortissement pour le solde de 48 957.70€ comme notifié par courrier du département du 04 avril 2025.
- Les fonds associatifs de 2 439.00 € correspondent à l'intégration de la valeur des terrains.

Etat des subventions d'équipements d'un montant de : 777 041 €

Organisme	Libellé	Année	Montant	Type amortissement
Conseil départemental	Installation	1998	72 944 €	amortie par composants
Conseil départemental	Réhabilitations	2007	123 750 €	amortie par composants
Conseil régional	Réhabilitations	2007	65 949 €	amortie par composants
DDE Palulos	Réhabilitations	2007	138 209 €	amortie par composants
FEDER	Réhabilitations	2007	31 423 €	amortie par composants
CAF	Informatique	2013	3 650 €	amortie en linéaire
Mairie de Graulhet	Trvx conformité	2014	12 000 €	amortie en linéaire
DIRECCTE	Matériel	2014	9 395 €	amortie en linéaire
DIRECCTE	Matériel	2015	9 495 €	amortie en linéaire
Mairie de Graulhet	Trvx conformité	2015	85 000 €	amortie en linéaire
DIRECCTE	Matériel	2016	10 518 €	amortie en linéaire
CAF	Réhabilitations	2016	555 €	amortie par composants
Conseil régional	Matériel	2016	9 400 €	amortie en linéaire
Conseil départemental	Matériel	2018	7 002 €	amortie en linéaire

Etat (FNADT)	Travx projet M	2022	197 751 €	amortie en linéaire
Total			777 041 €	

La dotation de l'exercice s'élève à 34 920.50 € pour un cumul de 452 541.53 € au 31/12/2024.

Etat des dettes au 31/12/2024

Dettes	Montant brut	A - 1 an	Entre 1 et 5 ans	A + 5 ans
Emprunt ASSOCIL	26 315,48 €	4 277,52 €	17 542,11 €	4 495,85 €
Emprunt CRCM 100 000 €	45 586,49 €	10 119,84 €	35 466,65 €	0,00 €
Emprunt CRCM Travaux foyer 330 000 €	227 680,84 €	26 936,32 €	111 174,51 €	89 570,01 €
Equipement M	42 209,15 €	11 132,36 €	31 076,79 €	0,00 €
Concours bancaires				
Interets courus				
Cautions reçues				
Dettes diverses	647,91 €	647,91 €		
Dettes fournisseurs	106 341,38 €	106 341,38 €		
Dettes sociales (dont congés/payés)	186 213,30 €	186 213,30 €		
Total	634 557,99 €	345 668,63 €	195 260,06 €	94 065,86 €

Engagements reçus : Les remboursements d'emprunts font l'objet d'une garantie à la fois par le Conseil Départemental et la Mairie de Graulhet. (CDC et ASSOCIL)

D- INFORMATION RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

Tableau de ventilation des subventions d'exploitations

Nature	Année 2024	%	Année 2023	%
CD81 - CFPPA	15 000 €		0 €	
CD81 - PDI	11 500 €		11 500 €	
CD81 - SAS Insertion	9 870 €		0 €	
Conseil Départemental	36 370 €	6,16 %	11 500 €	1,84 %
sas Insertion	2 450 €		0 €	
Les Cuves			4 500 €	
Conseil citoyen			3 000 €	
			0 €	
Agglo Gaillac - Graulhet	2 450 €	0,41 %	7 500 €	1,20 %
sas Insertion	3 000 €		0 €	
			0 €	
Conseil Régional	3 000 €	0,51 %	0 €	0,00 %
ASP IAE	486 557 €		477 142 €	
ASP aide au poste adulte relais	22 433 €		21 901 €	
Conseil citoyen	0 €		4 000 €	
Conseiller numérique	0 €		6 667 €	
M - Baignade quartier d'été	1 804 €		0 €	
M - clips en fabrique	3 000 €		0 €	
Etat	513 794 €	86,97 %	509 711 €	81,63 %
Mairie de Graulhet (Les cuves)			4 100 €	
Mairie de Graulhet - conseil citoyen			3 500 €	
Mairie de Graulhet	0 €	0,00 %	7 600 €	1,22 %
Mairie de Briatexte			45 000 €	
Mairie de Briatexte	0 €	0,00 %	45 000 €	7,21 %
Mairie de Busque			17 000 €	
Mairie de BUSQUE	0 €	0,00 %	17 000 €	2,72 %
Mairie de Cadalen			17 000 €	
Mairie de CADALEN	0 €	0,00 %	17 000 €	#DIV/0!
Mairie de Marssac			17 000 €	
Mairie de MARSSAC	0 €	0,00 %	17 000 €	#DIV/0!
CAF - EVS	35 157 €		10 000 €	
Tarn Habitat-Les cuves			4 000 €	
Tarn Habitat-Conseil citoyen	0 €		2 000 €	
CARSAT - EVS + les Séniors ont la Fibre	0 €		10 084 €	
Divers	35 157 €	5,95 %	26 084 €	4,18 %
Total	590 770 €	100,00 %	624 395 €	100,00 %

Tableau de ventilation des produits

Nature	Année 2024	%	Année 2023	%
Hébergement	2 330 543,35 €		2 029 407,96 €	
Recettes chantier Goût Des				
Autres	60 907,19 €		40 774,14 €	
Comptoir de service	162 551,74 €		156 436,33 €	
Location matériels et locaux	22 560,00 €		22 516,00 €	
Adhésion	185,00 €		180,00 €	
Autres produits	1 320,00 €		10 558,65 €	
Total	2 578 067,28 €		2 259 873,08 €	

Comparatif des produits et des subventions

	2024	%	2023	%
Produits	2 578 067,28 €	81 %	2 259 873,08 €	78 %
Subventions	590 770,38 €	19 %	624 394,54 €	22 %
Total	3 168 837,66 €	100 %	2 884 267,62 €	100 %

Analyse du résultat exceptionnel 2024

Produits exceptionnels		38 277,97 €
(dont quote-part subv investissement)	34 920,50 €	
Charges exceptionnelles		84,72 €
(dont provision pour risque)		
Résultat exceptionnel		38 193,25 €

Effectifs au 31 décembre 2024

Nature	Salariés 31/12/2024	ETP 31/12/2024	Salariés 31/12/2023	ETP 31/12/2023
Directrice	1	1,00	1	1,00
Directrices adjointes	1	1,00	1	1,00
Chef de service - coordonateurs	2	2,00	3	3,00
Comptable	1	1,00	1	1,00
Secrétaire	2	1,52	2	2,00
Animation, suivi social	18	14,90	17	12,04
Agent restauration-entretien- veilleur de nuit	7	6,00	6	4,57
Encadrant technique	3	2,80	4	3,60
Assistant technique			1	1,00
Salariés en insertion	27	22,01	30	22,48
Total	62	52,23	66	51,69

1. Détails des transferts de charges

	2024	2023
Remboursement sinistres	3 124 €	564 €
Rembours frais de formation	8 864 €	1 520 €
Rembours avance MNA		
régul avantage nature	1 320 €	1 851 €
Divers	658 €	1 374 €
Total	13 966 €	5 309 €

Engagements financiers

Les indemnités de départ à la retraite de l'ensemble du personnel représentent la somme de 70 935.88€ charges comprises.

L'indemnité de fin de carrière calculée par salarié, va être le montant actualisé que percevra l'intéressé à son départ en retraite, compte tenu de son ancienneté dans l'entreprise.

Hypothèses retenues :

- Age de départ 64 ans
- Taux de rotation faible
- Taux actualisation 3.35 %
- Taux moyen de charges 50%
-

Engagements hors bilan

- *Hypothèque immobilière de 8 000 € pour la garantie liée au prêt n°0000346226 et une hypothèque légale prêteur de deniers de 92 000 € pour la garantie du prêt 74268853669,*
- *Hypothèque immobilière de 330 000 € pour la garantie au prêt 30144014,*
- *Hypothèque immobilière de 320 000 € pour la garantie au prêt 30144018.*

Autres informations

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mars 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement, le montant des rémunérations brutes versées au poste de direction entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024 s'est élevé à 78 583,69 €.

Informations relatives à la rémunération du Conseil d'administration :

Les membres du Conseil d'Administration assurent leurs missions totalement bénévolement. Ainsi, ils ne perçoivent aucune rémunération.

Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes :

Pour l'exercice 2024, les honoraires s'élèvent à 11 925.00€ T.T.C.



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association Foyer Léo Lagrange

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024
Association Foyer Léo Lagrange
Place du Languedoc - BP 141 - 81300 Graulhet

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Association Foyer Léo Lagrange

Place du Languedoc - BP 141 - 81300 Graulhet

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'Association Foyer Léo Lagrange,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article R. 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.



CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Rémunérations versées en application des articles L. 313-25 et R. 314-59 du Code de l'action sociale et des familles

- Personne concernée : Madame Pauline Le Goff, Directrice de votre Association.
- Nature et objet : Dans le cadre de leur contrat de travail, les personnes concernées perçoivent une rémunération.
- Modalités :
La rémunération brute de la Directrice s'élève pour l'exercice 2024 à 52.386,88 €.

Labège, le 10 juin 2025

KPMG S.A.

Anne Briqueteur
Associée

Association Léo Lagrange Graulhet - Budget structure-2025

Charges		Insertion	Hébergement	Total
60	Achats	46 807,00 €	289 000,00 €	335 807,00 €
601	Achats de matière première	21 250,00 €	68 000,00 €	89 250,00 €
602	Achats stockés	6 257,00 €	23 000,00 €	29 257,00 €
603	stock			
604	Prestation de services			
605	Achat matériel	3 300,00 €		3 300,00 €
606	Achats fournitures non stockées	16 000,00 €	198 000,00 €	214 000,00 €
607	Achats de marchandises			
609	RRR			
61	Charges externes	13 500,01 €	158 900,00 €	172 400,01 €
611	Sous-traitance générale			
613	Locations immobilières		95 000,00 €	95 000,00 €
613	Locations mobilières	1 500,00 €	11 000,00 €	12 500,00 €
614	Charges locatives			
615	Entretien réparations	8 000,01 €	35 500,00 €	43 500,01 €
616	Primes d'assurances	4 000,00 €	17 400,00 €	21 400,00 €
618	Divers			
62	Autres charges externes	9 374,63 €	550 345,00 €	559 719,63 €
621	Personnel extérieur à l'entreprise	1 500,00 €	93 000,00 €	94 500,00 €
622	Honoraires	5 000,00 €	42 000,00 €	47 000,00 €
623	Publications			
624	Transports et déplacement		26 400,00 €	26 400,00 €
625	Note de frais personnel	500,00 €	8 700,00 €	9 200,00 €
626	Frais de télécom et postaux	1 440,00 €	15 500,00 €	16 940,00 €
627	Service bancaire	434,63 €	940,00 €	1 374,63 €
628	Prestation hébergement/info/nett		361 000,00 €	361 000,00 €
	Adhésion	500,00 €	2 805,00 €	3 305,00 €
63	Impôts et taxes sur salaires	24 340,80 €	102 854,00 €	127 194,80 €
631	Taxes sur salaires	10 084,80 €	61 145,60 €	71 230,40 €
633	participation formation	11 256,00 €	26 708,40 €	37 964,40 €
635	Taxe foncière	3 000,00 €	15 000,00 €	18 000,00 €
	Autres impôts, taxes et versements			
	total charges de structures	94 022,44 €	1 101 099,00 €	1 195 121,44 €
64	Salaires et charges	634 912,63 €	1 105 296,40 €	1 740 209,03 €
	Admin/encadrement/coordination	148 927,30 €		148 927,30 €
	cdd insertion	472 752,00 €		472 752,00 €
	Adulte relais	3 000,00 €		3 000,00 €
	Salaires bruts projet MNA		836 223,60 €	836 223,60 €
	Charges patronales projet MNA		247 772,80 €	247 772,80 €
	CSE	2 133,33 €	15 000,00 €	17 133,33 €
	Médecine du Travail	8 100,00 €	6 300,00 €	14 400,00 €
	Autres charges			
	total charges réelles	728 935,07 €	2 206 395,40 €	2 935 330,47 €
65	Charges de gestion courante			
657	Argent de poche		38 680,00 €	38 680,00 €
66	Charges financières		28 400,00 €	28 400,00 €
67	Charges exceptionnelles			
68	Dotations aux amortissements	52 580,00 €	159 000,00 €	211 580,00 €
68	Dotations aux provisions (risques)			
689	Fonds dédiés			
	total charges	781 515,07 €	2 432 475,40 €	3 213 990,47 €

produits		Insertion	Hebergement	Total
70 Vente de produits finis, prestations de services, marchandises		227 171,07 €		227 171,07 €
701	Recette Goût des autres	63 000,00 €		63 000,00 €
706	Tarn Habitat	15 000,00 €		15 000,00 €
	La Poste	12 000,00 €		12 000,00 €
	Cadalen	12 150,00 €		12 150,00 €
	Marssac	8 100,00 €		8 100,00 €
	Gaillac	13 950,00 €		13 950,00 €
	Busque	17 000,00 €		17 000,00 €
	Briatexte	45 000,00 €		45 000,00 €
	Agglo - Les cuves	4 100,00 €		4 100,00 €
	Tarn habitat - Les cuves	4 100,00 €		4 100,00 €
	Graulhet Les Cuves	4 100,00 €		4 100,00 €
	Récupérateurs d'eau + autres	17 391,07 €		17 391,07 €
708	Mise à dispo salle	11 280,00 €		11 280,00 €
71 – Productions stockées				
72 – Productions immobilisées				
73 - Produits à charge du département			2 412 370,40 €	2 412 370,40 €
74 - Subventions		554 344,00 €	20 000,00 €	574 344,00 €
Villes				
Ville de Busque				
Ville de Briatexte				
CC Tarn Dadou				
Conseil Départemental	PDI	15 000,00 €		15 000,00 €
Conseil Régional				
Etat*	ASP aide aux postes	506 100,00 €		506 100,00 €
	ASP part modulée	20 244,00 €		20 244,00 €
	adulte relais	3 000,00 €		3 000,00 €
Autres				
747 - Quote part subv		10 000,00 €	20 000,00 €	30 000,00 €
total produits réels		781 515,07 €	2 432 370,40 €	3 213 885,47 €
75 - Produits de gestion courante				
756 - Adhésions		90,00 €	105,00 €	195,00 €
76 - Produits financiers				
77 - Produits exceptionnels				
78 - Reprise fds dédiés				
total PRODUITS		781 515,07 €	2 432 475,40 €	3 213 990,47 €

Insertion	Hebergement	Total
-----------	-------------	-------



léo lagrange
Graulhet